

L'agriculture au sud du Sahara : entre réalités et chimères

Sahara

Posté par: Touareg

Publiée le : 19/11/2007 12:34:30

Depuis plusieurs décennies, le nombre de pauvres augmente dans l'Afrique au sud du Sahara. Guerres civiles, troubles intérieurs, parfois sécheresse n'expliquent pas tout. Même des pays tranquilles affichent de médiocres performances comme, entre autres, le Sénégal dont la production de grain a baissé de 20% entre 1995 et 2005.

Réduire la pauvreté devrait inciter gouvernements et agences de coopération à des efforts prioritaires dans l'agriculture et les infrastructures rurales, car les plus fortes concentrations de pauvres se trouvent dans les campagnes.

De plus, comme en ont fait l'expérience les pays aujourd'hui développés y compris les derniers venus, Corée du Sud et Taïwan, une forte croissance agricole au départ stimule industries et services avec de multiples effets d'entraînement intersectoriels. Or ces faits élémentaires sont oubliés depuis une bonne quinzaine d'années aux deux niveaux de la coopération internationale et des plans nationaux de développement, avec pour conséquence des investissements et des soutiens extérieurs tout à fait insuffisants.

Un revirement pourrait s'annoncer, notamment concernant l'Afrique au sud du Sahara, mais encore faut-il éviter les chimères. En 2005, Gordon Brown, alors chancelier de l'Echiquier, aujourd'hui premier ministre du Royaume-Uni, proposait « un plan Marshall pour l'Afrique ». Il oubliait que les circonstances et nos relations avec ledit continent, n'ont rien de commun avec la situation qui prévalait en 1947 dans le monde nord-atlantique.

Des experts évoquent une Révolution verte sur le modèle asiatique de 1965-80, ce qui fait dire à Jeffrey Sachs que « les rendements pourraient tripler dans ces prochaines années ». (Financial Times, 14-9-05). La Révolution verte en Asie constituait un processus relativement aisé : de nombreuses belles plaines alluviales irriguées ou irrigables, des techniques traditionnelles d'une productivité élevée. Ainsi, en quelques années, j'ai vu des paysans indiens, chinois, du Bangladesh, de l'Afghanistan doubler leurs rendements grâce aux nouvelles semences de blé et de riz réagissant mieux aux engrais chimiques que les variétés traditionnelles, mais exigeant plus d'eau, donc d'irrigation. Cet impératif empêche une Révolution verte dans les vastes zones de plateaux aux pluies incertaines et au faible potentiel d'irrigation.

Au sud du Sahara, les vastes plaines alluviales sont moins nombreuses. Les techniques traditionnelles produisent moins qu'en Asie à l'arrivée des changements. Des pans entiers du continent ignorent encore la charrue pour pratiquer des cultures itinérantes sur brûlis à la houe. L'irrigation ne couvre que dans les 5% des cultures contre de 35 à 75% en Asie en 1965. Les retards des infrastructures africaines par rapport à l'Asie vers 1970 ne sont pas moins criants : très peu de bonnes routes, guère d'électricité pour d'éventuelles pompes d'irrigation et de petites industries. Le continent ne consomme que 4% de la production mondiale d'électricité et encore, les trois quarts sont absorbés par le Maghreb, l'Egypte et l'Afrique du Sud. Enfin les nombreux Etats loin des côtes

affrontent des coûts élevés pour leur commerce extérieur.

Ce constat ne signifie pas un avenir bouché, mais les progrès s'annoncent complexes, coûteux et de longue haleine. Viennent d'abord les paysans capables comme partout ailleurs d'innover. Sans FAO et autres experts ils ont su adopter le maïs, l'arachide, le manioc, les piments originaires des Amériques en retour du commerce des esclaves. En 1879, des paysans de la Gold Coast (aujourd'hui Ghana) venus dans l'île de Fernando Po ramènent des cacaoyères locales des fèves de cacao qu'ils plantent dans leur pays. Dans les années 1950 les paysans du Kenya se lancent dans la culture du café, en s'inspirant des grandes plantations européennes. Après les indépendances, de belles ceintures maraîchères apparaissent de manière spontanée à l'entrée des villes en plein accroissement. Au Zimbabwe, au Malawi, des Africains se mettent au maïs hybride qui leur fait doubler leurs rendements à 2000 kg/ha. Progrès spectaculaire, l'introduction du coton dans l'Afrique francophone de l'ouest par la CFDT (Cie française des fibres textiles), organisation exemplaire d'efficacité.

D'autres changements plus ou moins spontanés apparaissent : charrettes sur pneus tirées par un âne, au lieu du portage sur la tête, introduction de la poulie sur les puits, grosse innovation dans des pays qui ignoraient la roue jusqu'à la période coloniale, ce qui permet dans le Sahel l'usage d'un chameau ou d'un cheval pour retirer l'outre de cuir du puits et irriguer son jardin potager.

Pour terminer, l'Afrique au sud du Sahara dispose d'un avantage disparu en Asie : des espaces à défricher et mettre en valeur.

Comment utiliser ces atouts ? Premier facteur, l'engagement massif des dirigeants et des coopérants sur le choix des priorités. Au Sahel, mais aussi dans bien d'autres régions mieux dotées en pluies vient l'irrigation par tous les moyens : grands travaux, puits tubés à motopompe. Le Mali pourrait irriguer grâce au Niger un million d'ha contre 85000 aujourd'hui. Ailleurs les cultures irriguées dans les bas-fonds offrent de larges possibilités. Construire des routes et prévoir des fonds d'entretien (ce qui est souvent oublié) est non moins urgent. Comme le disent des paysans camerounais : « Le développement suit la route. » L'électricité est tout aussi nécessaire comme elle l'est en Asie. La recherche agronomique et les services de vulgarisation devraient se renforcer. Enfin les Africains auraient intérêt à mieux protéger leur agriculture et leurs industries vulnérables à une trop grande ouverture internationale de leurs marchés.

Force est de reconnaître que ces priorités ne sont pas encore assez reconnues par les dirigeants africains comme par les agences de coopération, mais le retour de la Banque mondiale à l'agriculture et aux infrastructures (voir son rapport annuel 2008) pourrait exercer des effets bénéfiques.

Gilbert Etienne, Institut universitaire des hautes études internationales (IUHEI) et Institut universitaire des études du développement (IUED)

Gilbert Etienne

Source : Le Temps